La pharmacovigilance au service des programmes sanitaires

Compte Test - 2012-10-14 17:19:00 - Vu sur pharmacie.ma

Le Centre Antipoison et de Pharmacovigilance a abrité le jeudi dernier une réunion de lancement de l'intégration de la pharmacovigilance dans le Programme Nationale de lutte contre la tuberculose et dans le programme National de lutte contre le SIDA. Cette rencontre a été également l'occasion de sensibiliser les différents intervenants dans la prise en charge de ces deux pathologies à la pharmacovigilance.

L'intégration de cette dernière dans les programmes sanitaires émane de la volonté de l'OMS qui cherche à promouvoir une utilisation rationnelle des médicaments mis à la disposition des patients dans le cadre de ces programmes.

Rappelons que ces programmes sont essentiellement mis en place par des organismes tels que l'OMS ou l'UNICEF pour combattre des maladies endémiques ou épidémiques. Ils peuvent être à visée prophylactique ou curative. Dans certains cas, ils visent l'éradication de certaines maladies infectieuses tels que le trachome, la poliomyélite, etc.

Les médicaments mis à la disposition des populations dans le cadre de ces programmes peuvent ne pas répondre aux standards internationaux, à l'image de certains antirétroviraux qui ont été mis sur le marché sous la pression d'associations de malades en quête de médicaments efficaces pour lutter contre le SIDA.

Le manque de ressources humaines qualifiées et de moyens font que ces programmes peuvent dans certains cas pécher par un défaut de contrôle des médicaments utilisés ou par une défaillance au niveau du système de pharmacovigilance.

Le renforcement de la pharmacovigilance dans les programmes de lutte contre la tuberculose (1) et le programme de lutte contre le SIDA (2) au Maroc, devrait permettre un usage plus rationnel des médicaments, une réduction des échecs thérapeutiques, une évaluation de l'impact des programmes et une amélioration de la compliance aux traitements.

Les résultats de cette expérience sont très attendus par les experts de l'OMS et du Fond Mondial. Ils devraient permettre d'intégrer la pharmacovigilance dans d'autres programmes nationaux et dans des programmes sanitaires adoptés dans d'autres pays africains.